
ONTARIO REGIONAL OFFICE

305 Milner Avenue, Suite 800, Scarborough, ON M1B 3V4 Tel: 416.292.3999 Fax: 416.292.2839 cupe.ca scfp.ca

Memorandum

TO: All CUPE Local Leadership and Staff

**FROM: Fred Hahn, President CUPE Ontario and
Linda Thurston-Neeley, Assistant Regional Director**

**Cc: Paul Moist; Claude Généreux; Jim Swaok; Dennis Burke; Pat Daley;
Brian Atkinson; Andre Lamoureux; Karen McNama; J. Lepine;
Fred Hahn; Candace Rennick; OD Executive Board Members**

Subject: Provincial Consultation Update

Date: October 22, 2010

Dear Sister and Brothers:

As previously reported, the Ontario government initiated with CUPE, CUPE Ontario, and OCHU, as well as, other unions in the Broader Public Sector, a consultation process to discuss their policy of no increase to net compensation for two years.

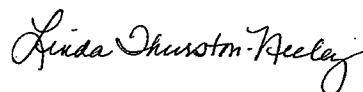
In a letter to the members dated October 7th, 2010 we reported on those discussions and that we had written to the Minister of Finance, Dwight Duncan with a copy to the Premier of the Province, Dalton McGuinty to express our disappointment that the government was unable to respond in a more positive manner to our ideas on strengthening public services. We have enclosed a copy of that letter for your information.

To date, we can report that we have had no formal response to our correspondence. We continue to attempt to gather information to determine what we may be faced with in the coming months with respect to local negotiations and potential legislation. As to whether the Liberals will be climbing down from their policy of no net compensation, or be bringing something else forward, is yet to be determined. Recent reports still allude to the fact that there is no legislation pending as of yet. Should this change, we will let you know as soon as we can.

Nonetheless, our current and upcoming bargaining will be very difficult and we have to find ways to fight smart. As you know, the budget statement policy of a no net compensation increase for two years does not specifically limit or interfere with continued collectively bargained. The government fiscal plan is not a legal restriction as recent arbitrators have indicated in their decisions. However, this fiscal plan could affect us through transfer payments that the employers rely on in providing public services.

We ask that the Locals work closely with their assigned National Representatives in their negotiations and continue with their support to protect and strengthen public services.

In solidarity,



:jm/cope491

BUREAU RÉGIONAL DE L'ONTARIO

305, Ave. Milner, Bureau 800, Scarborough, ON M1B 3V4 Téléphone : 416.292.3999 Télécopieur : 416.292.2839 cupe.ca scfp.ca

Note de service

Destinataires : Direction et personnel de toutes les sections locales SCFP

Expéditeurs : Fred Hahn, Président SCFP Ontario et
Linda Thurston-Neeley, Directrice régionale adjointe

C.C. : Paul Moist; Claude Généreux; Jim Swaok; Dennis Burke; Pat Daley;
Brian Atkinson; André Lamoureux; Karen McNama; J. Lépine;
Fred Hahn; Candace Rennick; Membres du Conseil exécutif de la Division de
l'Ontario

Objet : Le point sur la consultation provinciale

Date : 22 octobre 2010

Conscœurs et confrères,

Nous vous faisons récemment savoir que le gouvernement ontarien a lancé avec le SCFP, le SCFP Ontario, le CSHO et d'autres syndicats du grand secteur public, un processus de consultation sur sa politique d'augmentation nulle de la rémunération nette pour une période de 2 ans.

Dans une lettre aux membres datée du 7 octobre 2010, nous avons fait rapport sur ces discussions et sur le fait que nous avons écrit au ministre des Finances, Dwight Duncan, avec copie conforme au premier ministre de la province, Dalton McGuinty, afin de leur faire connaître notre déception face à l'incapacité du gouvernement à réagir d'une façon plus positive à nos propositions sur le renforcement des services publics. Nous avons joint une copie de cette lettre pour votre information.

Jusqu'à maintenant, nous n'avons reçu aucune réponse à cette correspondance. Nous continuons à réunir de l'information sur ce à quoi nous devons nous attendre au cours des prochains mois en matière de négociations locales et de possible législation. Pour ce qui est de savoir si les libéraux renonceront à leur politique d'augmentation nulle de la rémunération ou s'ils reviendront avec une nouvelle proposition, ça reste à déterminer. Nos plus récents rapports sur le sujet nous indiquent qu'il n'y a, pour le moment, aucune loi en préparation. S'il y a des changements, nous vous en informerons dès que possible.

Il n'en demeure pas moins que les négociations en cours et à venir promettent d'être très difficiles et nous devons trouver des façons de mener la lutte intelligemment. Comme vous le savez, l'énoncé de politique du budget qui ne prévoit aucune augmentation nette de la rémunération pour une période de 2 ans, n'intervient pas dans le processus de négociation collective pas plus qu'il ne le limite. De récentes décisions arbitrales nous l'ont indiqué, le plan financier du gouvernement ne constitue pas une restriction légale. Toutefois, ce plan financier pourra tout de même nous toucher par le biais des paiements de transfert sur lesquels se fient les employeurs pour assurer les services publics.

Nous demandons que les sections locales travaillent en étroite relation avec leur conseiller national dans le cadre de leur négociation et qu'elles maintiennent leurs mesures de soutien à la protection et au renforcement des services publics.

En toute solidarité,

